

Indépendants, déterminés :
Construisons le rapport de force et la grève du 9 avril !

La CE se réunit après la tenue du 23^{ème} congrès confédéral à Tours, congrès qui a vu se succéder à la tribune 163 intervenants qui, dans leur écrasante majorité, ont dénoncé, dans leurs secteurs respectifs, les conséquences désastreuses des politiques d'austérité menées en France, en Europe et dans le monde. Les interventions de la délégation de l'UD d'Ille et Vilaine allaient dans le même sens. Le congrès confédéral a ainsi largement rappelé que les politiques d'austérité sont triplement suicidaires, économiquement, socialement, et démocratiquement. La CE de l'UD partage totalement cette analyse.

Stagnation, voire récession économique, chômage et pauvreté, dégradations des services publics forment le terreau sur lequel croissent les idéologies d'exclusion et de rejet de l'autre. Dans ce contexte, les gouvernements de l'Union Européenne, loin de réorienter leurs politiques, font montre d'une intransigeance plus grande encore, passant en force partout où s'expriment majoritairement les oppositions démocratiques aux politiques d'austérité. En Grèce bien sûr, mais aussi en France, où le gouvernement privé de majorité pour faire adopter la Loi Macron, décide de l'imposer par le 49-3, dispositif constitutionnel anti-démocratique.

Le congrès confédéral a largement discuté des moyens de stopper ces politiques. Nombreux sont les intervenants, dont ceux de l'UD FO 35, qui ont défendu la nécessité de créer un véritable rapport de force, avec toutes les organisations syndicales qui partagent nos objectifs. **La CE de l'UD considère que la stratégie engagée dans le département d'actions unitaires, sur des revendications communes, avec la CGT, Solidaires et la FSU, est un point d'appui.**

Pour la CE de l'UD, l'unité à rechercher doit viser à créer les conditions de la grève générale interprofessionnelle jusqu'à satisfaction des revendications en matière d'emploi, public et privé, de salaire, de protection sociale, de retraites.

La CE de l'UD exige l'abandon de toutes les mesures d'austérité et de rigueur et des mesures qui sous couvert de « libérer » l'activité ne servent que les intérêts du patronat et détruisent les droits individuels et collectifs des salariés.

La CE de l'UD exige donc l'abandon du projet de loi Macron, du pacte de responsabilité, de la loi de transition énergétique de la réforme territoriale et de la MAP.

Pour la CE de l'UD, la décision du congrès confédéral d'appeler à une journée de grève interprofessionnelle est un point d'appui nécessaire pour la construction du rapport de force. Mais notre organisation fidèle à la Charte d'Amiens, en toute indépendance, aura aussi besoin de toutes les forces militantes déterminées à engager le combat contre le patronat et ses complices gouvernementaux et « syndicaux » pour obtenir satisfaction. Les routiers, en bloquant les routes nous ouvrent la voie !

La CE de l'UD soutient ses syndicats du transport qui seront dans l'action à partir du 15 mars.

Pour stopper les politiques d'austérité, il faudra cesser le travail et bloquer le pays ! D'autant plus que le gouvernement Valls rencontre ce jour les organisations syndicales pour leur annoncer son intention de remettre en cause les seuils sociaux, le temps de travail et de reculer le versement intégral des retraites complémentaires à 62 ans.

La CE de l'UD appelle l'ensemble de ses syndicats à mobiliser tous ses adhérents et au-delà tous les salariés pour répondre à l'appel unitaire FO, CGT, Solidaires à la grève interprofessionnelle et à manifester le 9 avril 2015.

Elle les appelle à préparer activement cette échéance, en multipliant les diffusions, en organisant des appels et des AG, si possible unitaires, dans les entreprises, les services, en déposant les revendications et en mettant en discussion avec l'ensemble des salariés, et des autres organisations syndicales la question de la reconduction de la grève jusqu'à satisfaction.